

Vertical line on the right side of the page.

Introduction

« À l'appui des efforts déployés pour placer la personne au cœur du système judiciaire, j'entends promouvoir une nouvelle vision de l'état de droit »

— *Notre Programme commun (A/75/982)*

La communauté internationale est menacée par des violations persistantes de droits de l'homme et de la démocratie. Les violations de droits de l'homme et de la démocratie sont une menace pour la paix, la stabilité et le développement durable. Les violations de droits de l'homme et de la démocratie sont une menace pour la paix, la stabilité et le développement durable.

s'acquitter de leur obligation de promouvoir le respect universel et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international des droits humains. Pour mieux répondre aux besoins qui se font jour et se diversifient, tels que ceux liés à la triple crise planétaire et aux nouvelles technologies, l'Organisation doit prendre des mesures davantage tournées vers l'avenir tout en s'appuyant sur les programmes de soutien et de renforcement des capacités traditionnels.

Dans cette optique, l'Organisation entend renforcer le rôle central de l'état de droit dans toutes ses activités et intégrer la vision dans l'ensemble de ses travaux. Pour tirer parti des forces combinées de l'ensemble du système des Nations Unies, nous améliorerons la cohésion entre les entités qui appuient l'état de droit, notamment les équipes de pays des Nations Unies, les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales.

y compris la nature multiculturelle et multilinguistique de nombreux contextes. L'amélioration de l'accès du public aux données, dans le plein respect du droit à la vie privée, et la diversification des sources de données doivent être une priorité et être soutenues.

Les programmes relatifs à l'état de droit doivent s'efforcer de soutenir l'échange de connaissances et de savoir-faire entre les milieux universitaires, les décideurs politiques, les professionnels et la société civile, issus de milieux juridiques, linguistiques, géographiques et sociaux différents.

ACTION

L'

